

## GRÈVES DE LA MÉTALLURGIE...

Les travailleurs de chez Peugeot sont en lutte pour les quarante heures sans diminution de salaires. Ceux de Berliet, par solidarité envers une catégorie qui réclame une augmentation. A Nantes, on se bat pour l'abaissement de la retraite. Dans ces trois cas et sans qu'elle soit oubliée, la revendication du salaire est dépassée. Le patronat de la métallurgie, appliquant les dernières consignes de Villiers, président de la *Confédération Nationale du Patronat Français*, se refuse à toute discussion sérieuse. A ces arguments, la fluctuation du marché et la concurrence étrangère, deux journaux qui appartiennent à des familles spirituelles différentes viennent de répondre et avec des nuances, bien sûr; mais leur réponse, qui reprend l'argument souvent développé dans nos colonnes, mérite la réflexion de nos lecteurs.

Le «*Combat Syndicaliste*» et personne ne s'en étonnera, déclare dans son éditorial: «*Oui, le syndicalisme ayant pour but l'instauration de l'égalité économique et sociale, ne doit en aucun cas s'arrêter à des considérations d'essence capitaliste et les "retrousser-les-manches" et les "produire d'abord, revendiquer ensuite", ne pourraient conduire les travailleurs qu'à une capitulation sans condition*».

Dans «*Le Nouvel Observateur*», Jean Durr écrit: «*Les fluctuations saisonnières du marché automobile imposent des salaires en accordéon. Les ouvriers ne sont pas responsables de "l'anarchie" (c'est moi qui mets entre guillemets) du marché, des coups de barres politiques conjoncturelles, de la diversification insuffisante des fabrications*». Si l'on passe sur l'emploi imbécile du terme anarchiste, péché mignon des marxistes de tout poil, il faut convenir que cet article rend un son nouveau dans un journal connu pour la médiocrité de ses analyses du mouvement syndical et dominé par le syndicalisme avec ou sans eau bénite, de la C.F.D.T.

De façon claire chez nos amis anarcho-syndicalistes, dans un style barbouillé de marxisme au «*Nouvel Observateur*», on vient de poser le problème essentiel qui a, ces dix dernières années, freiné les revendications ouvrières et pourri toutes les grèves. Ce problème, c'est celui de la capacité de l'entreprise, de l'industrie, de l'économie nationale à absorber ou à supporter la revendication de salaire et de structure. Et ce n'est pas sans ironie et sans colère que nous avons vu les appareils syndicaux, tous les appareils syndicaux à quelque centrale qu'il appartiennent et quelle que soit la tendance dont ils se réclament, faire dépendre leurs revendications, des possibilités de l'économie capitaliste.

Les voilà bien les gérants loyaux du système économique actuel. La limite de ce syndicalisme qu'ils nous proposent ou nous imposent, c'est la pérennité d'une économie, dont le but fondamental du syndicalisme est de débarrasser l'humanité.

Il faut le dire très nettement aux responsables syndicaux comme à Jean Durr qui semble rester en deçà de sa proposition dans ses conclusions. C'est justement au moment où la revendication dépasse les possibilités de l'économie qu'elle revient rentable pour le travailleurs, car elle met en cause les structures de cette économie, qu'ils contestent. Et justement, la revendication la moins payante, c'est celle qui, sans toucher au système, aménage dans son cadre la condition ouvrière, car elle aide à corriger les erreurs du capital et en définitive le sert et lui sert de garde-fou.

Je sais, «*les responsables*» vous disent que nous risquons de faire crever l'entreprise ou l'industrie. La belle affaire!

Et depuis quand avons-nous pour but le renflouement de l'économie capitaliste?

Je voudrais dire aux socialistes en manchette du «*Nouvel Observateur*» s'ils l'ont oublié, que le socialisme passe justement par la suppression du régime capitaliste et je voudrais leur demander comment ils pensent concilier leur «*socialisme*» avec le respect de la propriété et de l'économie actuelles de l'entreprise ou de l'industrie.

Les grèves de la métallurgie qui se déroulent en ce moment ont rompu avec l'aménagement dans le système et touchent aux structures. Le syndicalisme révolutionnaire (je ne parle pas de ce syndicalisme verbal qui, trop souvent, recouvre un réformisme camouflé) doit immédiatement engager le combat dans les syndicats, dans les unions et à l'échelle confédérale lorsque c'est possible. Il faut que dans toutes les assemblées ouvrières où se trouve un syndicalisme libertaire, il pose le problème de façon claire et nette.

Les travailleurs ne sont pas qualifiés pour apporter à la gestion des entreprises capitalistes, une aide qui assurerait leur survie. La tâche de l'organisation syndicale est de déterminer les besoins des travailleurs, de présenter les revendications au patronat. Si celui-ci ne peut les satisfaire, c'est justement que son économie est dépassée. Il n'a qu'à s'en aller et comme il ne le fera pas, les syndicats doivent mobiliser leurs forces pour le mettre à la porte.

Jean Durr se prétend révolutionnaire. Que diable attend-il pour dire, si toutefois on le lui permet dans le «*Nouvel Observateur*», que si l'économie de l'entreprise ne peut pas supporter la revendication, le syndicat n'est pas fait pour aider le patron en difficultés, mais pour le remplacer.

**Maurice JOYEUX,**  
*Montluc.*

-----